



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/50/373
24 août 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquantième session
Point 108 de l'ordre du jour provisoire*

PRÉVENTION DU CRIME ET JUSTICE PÉNALE

Rapport du neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants

Note du Secrétaire général

En application de la résolution 49/157 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1994, et de la décision 1995/211 du Conseil économique et social, le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport du neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (voir annexe).

* A/50/150.

ANNEXE

Rapport du neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention
du crime et le traitement des délinquants

1. Le neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants s'est tenu au Caire du 29 avril au 10 mai 1995, en application de la résolution 49/157 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1994, de la décision 1995/211 du Conseil économique et social, des résolutions 415 (V) et 46/152 de l'Assemblée générale, en date du 1er décembre 1950 et du 18 décembre 1991 respectivement, prévoyant l'organisation de congrès mondiaux quinquennaux dans le cadre des responsabilités assumées par les Nations Unies dans le domaine de la prévention du crime et du traitement des délinquants, et des résolutions 48/103 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1993, et 49/157, relatives aux préparatifs du Congrès. La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale a été chargée de la préparation du Congrès, et ses recommandations sur l'ordre du jour, le règlement intérieur, la documentation et l'organisation des travaux du Congrès, ainsi que les ateliers et autres mesures nouvelles visant à renforcer la valeur pratique du Congrès ont été approuvées par la résolution 1992/24, en date du 30 juillet 1992, la résolution 1993/32, en date du 27 juillet 1993, et la résolution 1994/19, en date du 25 juillet 1994, du Conseil économique et social. Le Congrès a été précédé comme prévu d'une journée de consultations intergouvernementales.

2. Le Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime, tenu pour la première fois en Afrique, a réuni plus de 1 700 participants venus de 138 pays parmi lesquels un grand nombre de ministres de la justice ou de l'intérieur, de présidents de tribunal, de procureurs généraux et d'autres hauts fonctionnaires ainsi que des représentants des organisations non gouvernementales et interrégionales et des experts présents à titre privé. Le rapport du Congrès à l'Assemblée générale porte la cote A/CONF.169/16/Rev.1. À sa quatrième session, tenue du 30 mai au 9 juin 1995, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale a examiné les conclusions et recommandations du Congrès et a adopté un projet de résolution devant être présenté à l'Assemblée générale ainsi qu'un certain nombre de projets de résolution devant être entérinés par le Conseil économique et social, dont le rapport sera également présenté à l'Assemblée^a.

3. Le Congrès a fait l'objet de préparatifs minutieux. Des réunions préparatoires régionales ont été tenues en 1994 et les rapports de ces réunions ont été soumis au Congrès avec de nombreux autres documents, notamment des documents de travail sur les quatre points inscrits à l'ordre du jour, des documents d'information destinés aux six ateliers, des travaux de recherche sur certains dossiers prioritaires comme la corruption, des déclarations nationales et des rapports émanant des organisations non gouvernementales et intergouvernementales ainsi que d'autres organismes du système des Nations Unies. Le règlement intérieur modifié du Congrès prévoyait, entre autres, la présentation préalable des projets de résolution. L'objet des nouvelles dispositions adoptées en matière d'organisation, prévoyant notamment la tenue d'ateliers de recherche et de démonstration de nouvelles techniques visant à faciliter l'assistance et la coopération technique, était d'accroître

/...

l'intérêt scientifique et pratique du Congrès. Une attention particulière a été accordée à la question de l'assistance pratique et de la coopération technique dans les délibérations du Congrès, conformément à la résolution 46/152 de l'Assemblée générale, laquelle contenait une déclaration de principes et un programme d'action pour le Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, à la résolution 49/157 (par. 13) de l'Assemblée générale et à la résolution 1992/22, en date du 30 juillet 1992, à la résolution 1993/34, en date du 27 juillet 1993, et à la résolution 1994/22, en date du 25 juillet 1994, du Conseil économique et social, lesquelles soulignaient que la mission première du programme (inscrite en bonne place à l'ordre du jour de la Commission) était de fournir une assistance pratique et d'autres formes de coopération technique aux gouvernements. L'un des principaux points de l'ordre du jour examiné en plénière portait sur le thème suivant : "Coopération internationale et assistance technique pratique en vue du renforcement de la primauté du droit : promotion du programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale". Une séance extraordinaire a été consacrée le 5 mai à la coopération technique. Les participants ont noté que les activités opérationnelles étaient essentielles au suivi des recommandations du Congrès et de la Commission; ils ont mis en évidence les principaux besoins et dressé le bilan de la fourniture de services consultatifs. Tous les intervenants ont évoqué la menace croissante que la criminalité, et notamment la criminalité organisée, constituait pour la société, et souligné la nécessité de renforcer les moyens d'action pour faire face, dans des conditions souvent très difficiles, à ces nouveaux défis. Ils ont également souligné combien il importait de déterminer les programmes et mécanismes d'assistance technique les plus rentables en vue de maximaliser la capacité internationale à lutter contre la criminalité mondiale.

4. Les autres points de l'ordre du jour reflétaient également les priorités du programme telles qu'établies par la Commission. L'un de ces points relatifs à la lutte contre la délinquance économique et le crime organisé nationaux et transnationaux et le rôle du droit pénal dans la protection de l'environnement : expériences nationales et coopération internationale a été examiné en séance plénière et une séance spéciale a été consacrée à la corruption. Deux autres points de l'ordre du jour, intitulés "Systèmes de justice pénale et de police : gestion et amélioration de la police, et d'autres services de répression, du parquet, des tribunaux et du système pénitentiaire et rôle des avocats" et "Stratégies de prévention de la criminalité, notamment en ce qui concerne la criminalité dans les zones urbaines, la délinquance juvénile et les crimes violents, y compris la question des victimes : évaluation et nouvelles perspectives", ont été examinés par les organes de session.

5. Six ateliers ont été organisés sur les thèmes suivants : a) extradition et coopération internationale : échange de données d'expérience nationales et application des principes d'extradition dans la législation nationale; b) les médias et la prévention du crime; c) les politiques urbaines et la prévention du crime; d) la prévention de la criminalité violente; e) la protection de l'environnement aux échelons national et international : potentiel et limites de la justice pénale; et f) coopération et assistance internationales pour la gestion du système de justice pénale : informatisation des activités de justice pénale et élaboration, analyse et utilisation des informations sur la justice pénale. Les ateliers se sont avérés être une innovation utile, aussi

convenait-il de maintenir cette pratique en réduisant éventuellement le nombre de participants et en adoptant un programme moins rigide tout en conservant l'orientation pratique. Les organisations non gouvernementales ont tenu en marge du Congrès un certain nombre de réunions sur divers thèmes et organisé une exposition sur les applications de l'informatique dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale, qui a encore accru l'intérêt que présentait le Congrès.

6. On s'est accordé à reconnaître le caractère unique du Congrès, qui a réuni des experts et des hauts fonctionnaires et a permis les échanges d'informations et de données d'expérience et le transfert du savoir-faire technologique. Ses résultats fructueux ont été mis en évidence lors de la clôture des travaux ainsi qu'à la session suivante de la Commission. Le système de télétraduction (par Internet, télécopie et satellite), qui s'est avéré efficace, devrait être utilisé pour de futures conférences. C'était la première fois que l'on expérimentait ce système pour une grande conférence des Nations Unies (le montant estimatif des économies réalisées était de 222 800 dollars). En vue d'améliorer l'organisation du Congrès, on a suggéré de consacrer notamment une partie des séances plénières à un débat de haut niveau à l'intention des décideurs et d'autres hauts fonctionnaires désireux de débattre de la mise au point de stratégies nationales et conjointes appropriées dans des domaines d'intérêt mutuel.

7. Dans les messages qu'ils ont adressés au Congrès, le Secrétaire général, le Président de l'Égypte et d'autres dignitaires ont souligné que le Congrès fournissait un cadre mondial unique pour répondre aux besoins des pays développés et en développement à un moment où la criminalité constituait un danger accru. Ils ont noté que des formes de criminalité nouvelles inspirées par la cupidité avaient mis à profit les évolutions mêmes qui avaient été si bénéfiques : amélioration des technologies de l'information et des transports, assouplissement des contrôles frontaliers et internationalisation des marchés mondiaux. Ainsi, les criminels transnationaux ne se livraient pas seulement au trafic, y compris des êtres humains, des armes et des matières dangereuses, mais laissaient dans leur sillage corruption, délinquance, misère humaine et dégâts écologiques. La montée de la criminalité perturbait l'ordre social, faisait obstacle au processus de développement et au bien-être général de l'humanité, lançait un défi aux gouvernements légitimes, exacerbait les foyers de tensions et affaiblissait les institutions de l'État, menaçant du même coup la stabilité, la primauté du droit et la sécurité intérieure et extérieure des États. De nombreuses initiatives avaient été prises et des normes internationales avaient été élaborées, mais il fallait que les États Membres les appliquent et agissent de manière concertée.

8. Le Congrès est parvenu à un consensus remarquable sur la majorité des thèmes, notamment sur la nécessité urgente de renforcer les mesures visant à combattre la montée de la criminalité, en particulier sous ses nouvelles formes et dimensions transnationales alarmantes. Le Congrès a adopté à l'unanimité un certain nombre de résolutions et de recommandations qui ont été transmises à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale pour qu'elle en assure le suivi approprié. Il a notamment adopté une résolution composite comportant des recommandations relatives aux quatre grands thèmes de l'ordre du jour ainsi qu'un certain nombre d'autres résolutions relatives à diverses

/...

questions, à savoir : coopération internationale et assistance technique pratique en vue du renforcement de la primauté du droit; élaboration d'instruments types des Nations Unies, tels qu'une convention ou des conventions contre la criminalité transnationale organisée; liens entre les crimes de terrorisme et la criminalité transnationale organisée; application pratique de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus; gestion de la justice pénale dans le contexte de la responsabilité de l'administration publique et du développement durable; les enfants en tant que victimes et auteurs de crimes et le programme des Nations Unies en matière de justice pénale : de l'adoption de normes à leur application et à l'action; élimination de la violence contre les femmes; et réglementation des armes à feu aux fins de la prévention de la délinquance et de la sûreté publique. Le Congrès a également adopté une résolution dans laquelle il exprimait sa profonde gratitude au Président et au peuple égyptiens pour leur généreuse hospitalité et pour la qualité des installations mises à sa disposition et se félicitait de la proposition de créer au Caire un centre régional de formation et de recherche pour la prévention du crime et la justice pénale destiné aux États méditerranéens.

9. Conformément à la recommandation de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, le Conseil économique et social a adopté à sa session de fond du 24 juillet 1995 une résolution composite, la résolution 1995/27 ainsi que sept autres résolutions, à savoir les résolutions 1995/9 à 1995/15. Les incidences des décisions prises sur les programmes et les politiques seront exposées dans le rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'application de la résolution 49/158 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1994, qui sera également présenté au même point de l'ordre du jour.

Note

^a Conseil économique et social, document à publier au titre des Documents officiels de l'Assemblée générale, 1995, Supplément No 10.
